

<http://ujfp.org/spip.php?article6107>



La liste noire de l'État d'apartheid

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Publication date: dimanche 7 janvier 2018



Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Après plusieurs mois d'attentes, les autorités israéliennes ont mis fin aux spéculations et ont révélé ce dimanche 7 janvier le nom des vingt organisations inscrites sur la « liste noire BDS » dont l'entrée en Israël et en Palestine est désormais interdite. Cette annonce donne du contenu à la loi liberticide adoptée par la Knesset en mars 2017 ciblant spécifiquement les militant-e-s internationaux de la campagne BDS, des organisations qui s'en réclament et plus largement des groupes n'appelant qu'au boycott des produits des colonies. Le ministre de l'intérieur Arye Dery ne fait pas dans la dentelle : « ces gens essaient d'exploiter la loi et notre hospitalité pour agir contre Israël et diffamer le pays. Je vais agir contre cela par tous les moyens. [1] » C'est désormais chose faite.

La veille, c'est la présence de notre organisation soeur états-unienne Jewish Voice for Peace (Voix Juive pour la Paix, JVP) sur la liste qui avait été divulguée. Que l'État d'Israël, toujours si prompt à se poser en protecteur des Juives et des Juifs du monde entier, refuse de laisser entrer sur son sol d'autres Juives et Juifs en dit long sur l'érosion de ses normes démocratiques et l'anxiété que suscite l'adhésion croissante des opinions à la campagne BDS. Le peu de vernis restant à l'image d'État refuge pour les Juives et les Juifs qu'Israël aime tant donner de lui-même n'en finit pas de craquer. Gare à celui ou celle qui oserait toucher au veau d'or du sionisme, fût-il ou fût-elle Juive ou Juif ! Pour les autorités israéliennes, la seule allégeance qui vaille est celle portée aux fondamentaux du sionisme. Tapis rouge pour l'extrême-droite antisémite et sioniste, porte fermée à double tour pour les défenseurs des droits des Palestinien-ne-s.

L'UJFP n'est pas nommée, mais la campagne BDS France et la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP) où nous sommes très actifs sont, elles, directement mentionnées. L'Association France Palestine Solidarité est également visée. Nos camarades et nous-mêmes allons donc rejoindre le sort des Palestinien-ne-s, des musulman-e-s, des racisé-e-s et de nombreux activistes qui se voient - systématiquement pour les premiers, bien souvent pour les autres - refuser l'entrée en Israël et en Palestine.

Cette liste noire est le miroir de la « seule démocratie du Moyen-Orient », ou plutôt le sinistre reflet d'un État d'apartheid qui gère ses frontières comme il administre les territoires qu'il occupe et colonise : en distribuant privilèges et ressources pour les uns, interdictions et pénuries pour les autres.

Les menaces et autres tentatives de harcèlement n'y changeront rien. L'UJFP oeuvrera inlassablement pour la justice, les droits politiques et la dignité des Palestinien-ne-s en continuant d'utiliser le plus redoutable des outils pacifiques disponibles : Boycott-Désinvestissements-Sanctions.

Le Bureau national de l'UJFP, le 7 janvier 2018

[1] <https://www.haaretz.com/israel-news/1.833502>